



Bujumbura, le...../...../20.....

N/réf :

V/réf :

### Communiqué de presse

L'Observatoire de l'Action Gouvernementale vient d'apprendre avec consternation et déception l'emprisonnement précipité et injuste de Faustin NDIKUMANA, Président de l'Association Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités, PARCEM.

C'est en tenue civile que des policiers de la Brigade Anti-corruption auraient d'abord tenté d'arrêter Monsieur Faustin NDIKUMANA, alors en pleine émission radio dans les studios de la RPA. L'OAG déplore tout aussi énergiquement le désordre occasionné par la pénétration sans autorisation, assimilable à une violation de domicile, par ces policiers, dans les enceintes et studios de cette radio.

L'OAG regrette aussi que le droit à la présomption d'innocence ait été volontairement foulé. Monsieur Faustin NDIKUMANA a été mis au noir pour avoir osé dénoncer publiquement les pratiques de corruption qui émailleraient le processus de recrutement du personnel au Ministère de la Justice

Que ce soit à l'échelle sous-régionale ou planétaire, le Burundi est notoirement et régulièrement fiché parmi les pays dangereusement laminés par le fléau de la corruption. Même les plus hautes autorités du pays en sont conscients et ont déclaré officiellement « une tolérance zéro » à la corruption. Ces mêmes autorités ne cessent d'exhorter la population à barrer la route à ce fléau.

Le Président du PARCEM est par ailleurs emprisonné au lendemain de l'organisation d'une retraite gouvernementale sur « la maîtrise des outils et des instruments internationaux pour une lutte efficace contre la corruption ».

Le Président de PARCEM est incarcéré de manière irrégulière et injuste, alors que sa croisade s'inscrit dans la droite ligne de la politique du Gouvernement en matière de lutte contre la corruption et dont une stratégie vient d'être récemment adoptée. Il est donc contradictoire et paradoxal que la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption débute par l'emprisonnement des militants déterminés de la lutte anti-corruption à l'instar de Faustin Ndikumana.

Pour toutes ces raisons, l'OAG demande la libération immédiate du Président de PARCEM

**Fait à Bujumbura, le 08 Février 2012**

**Pour l'Observatoire de l'Action Gouvernementale**

**Onesphore NDUWAYO**

**Président**

